Extrait du Rencontres Sociales

http://rencontres-sociales.org/spip/spip.php?article2951

"Proposer des éléments de transformation de la société Interpeller les futurs candidats aux élections législtatives"

- Tribune -

Date de mise en ligne : dimanche 10 juillet 2011

Description :

Nous publions ici en Tribune l'interview donné à Aria-Nord par la présidente du Conseil de surveillance de notre coopérative, Agnès Dofny, président de la CRESS-Midi Pyrénées et vice-présidente du CNCRES.

Rencontres Sociales

Nous publions ici en Tribune l'interview donné à Aria-Nord par la présidente du Conseil de surveillance de notre coopérative, Agnès Dofny, président de la CRESS-Midi Pyrénées et vice-présidente du CNCRES.
Elle inaugure ainsi une série de textes et interviews qui dès septembre s'inscriront dans le débat d'idée autour des prochaines échéances électorales.

De passage à Lille à l'occasion du colloque sur le thème Emplois Verts et Handicap organisé dans les locaux de l'ENSAM, par le Think Tank Pour la Solidarité, l'Association des Paralysés de France et la Mission Environnement de la CRESS, Agnès Dofny, présidente de la CRESS Midi-Pyrénées et vice-présidente du CNCRESS dresse un premier bilan des Etats généraux de l'économie sociale et solidaire qui se sont tenus le week-end dernier à Paris au Palais Brongniart.

Nord-Social.Info : Quel bilan tirez-vous des Etats généraux ?

Agnès Dofny : Indéniablement, ces Etats généraux sont un succès grand public. Au-delà de ça, la prochaine étape de vie de ces états généraux, cela va être le mois de l'économie sociale et solidaire de novembre prochain dans toutes nos régions où l'on va faire vivre et continuer les thèmes et les contenus des cahiers d'espérance. Ensuite, il y aura l'autre grande mobilisation qui aura lieu en mars 2012 et qui était l'objectif de Claude Alphandéry. Comment interpeller sur la base de l'indignation citoyenne qui a pu s'exprimer au palais Brongniart, les candidats à l'élection présidentielle ?

De notre côté, les 26 CRESS vont s'occuper plus particulièrement d'interpeller les candidats aux élections parlementaires qui suivront l'élection présidentielle. Nous sommes en train de construire les événements du mois de l'économie sociale et solidaire de chacune de nos régions en travaillant sur les circonscriptions et en allant chercher les candidats. On est toujours dans la proximité.

Nord-Social.Info : Cette démarche de l'indignation est actuellement largement partagée. On la retrouve en Espagne ou en Grèce ou dans la démarche des centres sociaux.

Agnès Dofny : Nous avons beaucoup insisté pendant les Etats généraux sur la nécessité d'aller beaucoup plus loin que l'indignation. C'est-à-dire d'être en capacité de pouvoir proposer des éléments de transformation de la société et de pouvoir proposer aux candidats aux élections législatives des propositions alternatives au constat que l'on peut faire de cinq années de gouvernement Sarkozy.

Notre vocation à nous CRESS, ce n'est pas forcément de faire entendre notre voix au niveau national, mais c'est de faire ce que l''on sait faire, à savoir poursuivre et approfondir, affiner encore le maillage entre des acteurs territoriaux, que ce soient les acteurs de l'économie sociale et solidaire, les politiques, les élus ou les simples citoyens qui cherchent du sens à mettre de leur engagement personnel, militant ou professionnel.

Nord-Social.Info : Vous allez interpeller les partis politiques ?

Agnès Dofny : C'est ce que l'on fait de plus en plus. Au début des années 2000 et de la montée des CRESS, il y avait un refus et beaucoup d'acteurs souhaitaient que l'économie sociale et solidaire n'ait pas de parole politique. La prise de conscience est venue avec la crise de 2008, qui est loin d'être terminée. Cette crise montre dans le temps la

Copyright © Rencontres Sociales

résistance de nos structures à cette crise, et notre capacité à générer aujourd'hui de la pensée, de l'expression. La spirale capitaliste n'est pas une fatalité. On sait vivre autrement, être des citoyens et des salariés au sein de structures qui fonctionnent autrement. Autrefois on en faisait la démonstration discrètement. Cette démonstration aujourd'hui, on la fait de manière beaucoup plus visible ou de plus en plus montrée.

Nord-Social.Info : Que peut-on attendre de cette assemblée constituante de l'économie sociale et solidaire de mars ?

Agnès Dofny : Ce sera difficile d'équilibrer les forces et les acteurs en présence dans le cadre de cette assemblée constituante qui est défendue par Claude Alphandéry.

En région, il se passe quelque chose d'étonnant. C'est que lorsque nous nous réunissons, à peu près tous les deux mois, lorsque l'un d'entre nous évoque ce qui se passe dans sa région, il est fréquent que d'autres lui répondent en écho qui'il se passe également la même chose dans leur région. C'est ainsi que l'on construit en coopérant et en mutualisant. Ce qui fait que ce qui pourrait être considéré au départ comme une expérience ou une expérimentation se trouve tout d'un coup conforté et qu'il est adopté par tous.

Nous allons relayer et amplifier le mouvement dans les territoires et continuer d'être la cheville ouvrière des remontées d'acteurs de terrain dans les territoires. Tout dépendra bien sûr de notre capacité de mobilisation des acteurs de terrain.

Nord-Social.Info : Quid du projet de loi-cadre sur l'économie sociale et solidaire qui devrait être présenté fin 2011 ou début 2012 ?

Agnès Dofny : Cette loi-cadre s'inspire de la loi-cadre première sur l'économie sociale et solidaire en Espagne qui a été présentée en avril 2010 à Tolède. Nous sommes en train de nous en inspirer de manière à pouvoir définitivement asseoir les statuts associatifs, coopératifs et même y compris la diversification mutualiste. Elle vise à nous poser comme de véritables acteurs économiques à part entière avec des statuts spécifiques et la reconnaissance de ceux-ci. Elle devrait intégrer également des clauses spécifiques pour les marchés publics qui pourraient être des clauses réservataires du type de celles que nous avons connues jusqu'au début du XXIe siècle avec les cas réservataires des SCOP qui nous aidaient beaucoup dans le cadre de nos activités. Cette loi cadre vise donc à asseoir définitivement notre identité et notre rôle d'acteurs plein et entier qu'il soit directement ou indirectement lié à l'action économique. Notre rôle doit être reconnu aussi bien dans les territoires qu'au niveau national par l'Etat.

Nord-Social.Info : Par qui sera-t-elle portée ?

Agnès Dofny : La loi-cadre a été amenée par les CRESS au sein du de la commission Gouvernance et mutation du conseil supérieur de l'économie sociale et solidaire qui a été mis en place par Roselyne Bachelot enfin en octobre de l'année dernière.

On en a décidé le principe au congrès de Nantes organisé par le CNCRESS. Nous avons pris un peu de court Mme Bachelot par un communiqué de presse qui dit que le conseil supérieur de l'économie sociale et solidaire soutient et développe ce projet de loi-cadre qui devrait être présenté par le député Francis Vercamer.

Mais comme Frédéric Lefebvre commence à s'intéresser lui aussi à l'économie sociale et solidaire, on peut penser que Mme Bachelot n'est pas mécontente qu'ait été rendue publique cette initiative qui émane d'une des commissions de cette instance qu'elle préside.

Copyright © Rencontres Sociales

Propos recueillis par Alain GOGUEY

Copyright © Rencontres Sociales